Jean-Pierre Jessenne, *Les campagnes françaises entre
mythe et histoire. XVIII^e-XXI^e siècle*

Serge Bianchi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11008>

DOI : 10.4000/ahrf.11008

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 272-275

ISBN : 978-2200-92514-7

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Serge Bianchi, « Jean-Pierre Jessenne, *Les campagnes françaises entre mythe et histoire. XVIII^e-XXI^e siècle* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 352 | avril-juin 2008, mis en ligne le 18 décembre 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11008> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11008>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Jean-Pierre Jessenne, *Les campagnes françaises entre mythe et histoire. XVIII^e-XXI^e siècle*

Serge Bianchi

RÉFÉRENCE

Jean-Pierre Jessenne, *Les campagnes françaises entre mythe et histoire. XVIII^e-XXI^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2006, 286 p., ISBN 2-200-34543-7, 25,50 €

- 1 « Puisse une compréhension historicisée et critique de la ruralité française, dans sa complexité et son originalité, un peu éclairer les choix décisifs qui nous attendent ». Jean-Pierre Jessenne définit dans sa conclusion, avec ambition et modestie, les enjeux d'un ouvrage original à plus d'un titre dans les publications d'histoire rurale qui se sont multipliées depuis le « renouveau » des années 1990. Il s'agit d'interroger la « ruralité » française en dépassant les cadres chronologiques classiques, sur deux siècles et demi d'évolution, des avancées des années 1750 (agronomie et physiocratie) aux bouleversements les plus contemporains (politique agricole commune et mondialisation). L'auteur se présente non en spécialiste de l'ensemble des problématiques abordées, mais en historien, enseignant et praticien du monde rural, ce qu'attestent ses publications sur la « fermocratie » de l'Artois et de nombreuses contributions à cette histoire des campagnes. Ni somme, ni thèse affirmée, cet ouvrage poursuit deux objectifs apparents dans le plan proposé. D'une part, pointer et dénoncer les mythes, les stéréotypes et les clichés d'un passé « encombré », entre l'exaltation d'un « éternel paysan » (racines, valeurs) et la dénonciation des archaïsmes et des retards du « modèle » rural français. De l'autre, donner de la profondeur temporelle à ce passé, en analysant les permanences, les ruptures, les singularités et les facteurs d'intégration des campagnes, à la société globale, à la nation, à l'État, au marché. On

peut s'interroger sur la légitimité d'une telle démarche, en soulignant des acquis importants et quelques questions de méthode et d'interprétation.

- 2 La première partie associe deux analyses de nature contrastée. La première vise à clarifier les concepts utilisés en histoire rurale depuis plus de deux siècles. Dictionnaires, romans, films, économie politique sont convoqués au banc des idées reçues et des représentations mythiques du paysan, entre la grossièreté du rustre et le paysan tout bonapartiste ou tout républicain. Les strates de l'historiographie sont délitées pour qualifier les acquis successifs, de 1846 (Jules Michelet) à 1911 (Ernest Lavisse) ; de 1920 à 1970 depuis les pionniers (Marc Bloch) jusqu'aux sociologues, via les monographies, la démographie, l'histoire culturelle et la géographie historique ; et la fin du XX^e siècle où la « fin des terroirs » croise le renouveau des études rurales (*Histoire et sociétés rurales* en 1993). Peut-on parler de « révolutions agricoles » puis d'une « révolution rurale » (Geneviève Gavignaud, 1996) après les années 1950 ? Dans un troisième temps, Jean-Pierre Jessenne interroge « la diversité rurale » : conditions naturelles, structures agraires, habitat, droit, coutumes pour présenter la complexité de la géographie rurale, des villages aux cantons, des familles aux communautés, des cercles qui construisent les identités des terroirs et des « pays », au gré des redéfinitions de l'espace rural (1789-1790 ou 1995-1999). Cette méthodologie légitime à notre sens le pari initial, quand l'auteur dénonce l'écueil des généralisations abusives : l'isolat du « paysan de France », l'assimilation du village à la communauté religieuse, la lutte mortelle de l'individu face à la communauté, la déstructuration de celle-ci par le marché et l'échange, les retards en matière d'innovation et de politisation, la dépendance des urbains. On peut alors contester « l'indispensable clarification » qui suit logiquement ce catalogue des idées trop simples. Partant de données chiffrées et de catégories classiques (laboureurs, vigneron...), Jean-Pierre Jessenne propose une typologie opératoire de présentation de la « société rurale » : dominants, indépendants, indépendants précaires et partiels, dépendants, dominés.
- 3 La deuxième approche se sépare de l'histoire conceptuelle pour présenter le « moment » de la Révolution française, décisif à plus d'un titre pour l'histoire des campagnes, au regard des évolutions majeures qui ont marqué les deux siècles suivants. Un survol des agriculteurs, des exploitations, des mutations qui conduit des 17 millions de paysans – soit 22 millions de « population rurale » (sur 28 millions de Français) – en 1789 aux 2 millions de paysans et 15 millions de population rurale en 2000 (sur 60 millions de Français). C'est cet « archipel paysan » dont il convient désormais d'analyser la singularité et l'intégration.
- 4 Cinq séquences rythment l'histoire des campagnes françaises, une fois les mythes écartés : 1760-1789, la Révolution, le XIX^e siècle arrêté en 1880 (date ronde), des années 1880 aux années 1950 et les redéploiements contemporains. Le traitement de ces séquences ne suit pas des développements homogènes, variant selon la formation et les centres d'intérêts de l'auteur. Il ne peut être question d'en présenter les apports et les limites, vue l'immensité du chantier abordé, mais de dégager quelques acquis et interrogations, au fil des pages. Il nous paraît évident que trois chapitres s'imposent, par la précision des analyses (la crise d'un système et la Révolution) ou la hauteur de vue (la partie contemporaine). Nous concentrerons quelques remarques sur « l'entre-deux » (de l'Empire aux années 1950).
- 5 Les problématiques ne paraissent pas toujours nettes, dans la volonté pédagogique d'aller à l'essentiel pour comprendre les mutations et les évolutions (« transition »,

« continuités massives » ?). Si l'on saisit bien dans les masses un « âge d'or de la ruralité » entre 1852 et 1880, certaines périodes, comme le Second Empire, sont peu abordées dans leur spécificité (statistique agricole, « dépolitisation », révolution du rail). Les options politiques des Frances rurales avant la Troisième République sont quelque peu éludées, dans les poussées républicaines, les résistances et les adhésions aux coups d'État, les participations électorales aux élections municipales et cantonales à partir des années 1830. Les références sociologiques et littéraires (Zola ? Daudet ?) ont été regroupées dans le premier chapitre, et les textes à l'appui des analyses ne permettent pas toujours les synthèses attendues. On est parfois frustré ou l'on attendrait davantage (et des ouvrages de référence) à propos des questions de notabilités, des politiques municipales, des comices agricoles, de l'évolution des liens communautaires, des aspects de la consommation matérielle et culturelle. L'auteur s'en explique d'ailleurs en toute honnêteté. Comment traiter en quelques pages d'une historiographie pléthorique, dans le cadre d'un essai, d'une réflexion sur les grandes évolutions du monde rural ? Le chapitre conduisant des années 1880 aux années 1950 hésite encore à qualifier les changements, entre le jugement sur le retard productiviste des campagnes françaises et les modèles régionaux d'intégration ou de résistance à la modernisation. Il aborde cependant avec pertinence les chocs opérés par les conflits mondiaux et les ruptures marquées par une forte syndicalisation (manifestations des vignerons de 1907), une « paysannisation » des fonctions (p. 205), des réactions contrastées face aux « populismes », aux corporatismes et aux facteurs d'intégration culturelle et politique des paysanneries. Tout est alors en place pour examiner les concepts de « troisième révolution agricole » (entre 1947 et 1963) et de « révolution rurale » (Geneviève Gavignaud) dans les années 1960-2000, de l'Europe verte à la mondialisation.

- 6 Ces réserves permettent de mettre l'accent sur les apports essentiels de l'essai de Jean-Pierre Jessenne. Il rétablit de nombreux aspects d'une histoire des campagnes obscurcie par la confrontation de thèses et d'idéologies rivales. Parmi les acquis, ceux qui relèvent de la culture politique et des problèmes communautaires. Il y eut bien une quarantaine de paysans élus en 1789 à la Constituante (p. 129), dans le cadre des synergies entre les conflits locaux et la dynamique révolutionnaire. Les mouvements de révoltes des campagnes, déjà caractérisés par Anatoli Ado, prennent tout leur sens, dans les écrits des paysans du Bas Limousin ou du Quercy, confrontés aux discours souvent répressifs des Constituants. Ils s'appuient sur les ambiguïtés d'une législation « libérale », jusqu'au printemps 1793. Si les dimensions antiseigneuriales des troubles sont mieux étudiées que les aspects « égalitaires » (des Enragés à l'économie dirigée), Jean-Pierre Jessenne rend bien compte de la politisation des campagnes, pour ou contre la République, des enjeux sociaux des grèves de moissonneurs, de la contestation des fermiers par les « sans-culottes des campagnes » (p. 157), autant que des « villages de mauvais gré » et la radicalisation des Vendées et de la contre-révolution. On peut discuter les notions de centralisation directoriale (associée à la centralisation jacobine ?) et de la notion d'« involution », après l'an III. À notre sens, Brumaire (et l'Empire) se traduirait davantage par une rupture du lien local (électoral, participatif, délibératif, communautaire) dans les campagnes que par un arbitrage et un choix réfléchi des notabilités rurales, dans le cadre d'une « centralisation auto-administrée » (p. 172). Mais le bilan de la Révolution est évident pour l'auteur, dans la « volonté majoritaire de défendre les acquis sociaux de la révolution ». Cette mise en perspective,

au-delà de raccourcis peu évitables, rétablit bien des perspectives indispensables sur le poids réel de la Révolution dans les campagnes françaises.

- 7 Le dernier chapitre « Redéploiements et nouvelles échelles » présente d'autres vertus, dont la restitution des mutations profondes de la ruralité sur un demi siècle, dans le cadre d'une réflexion dépassionnée et « citoyenne » sur les évolutions de l'agronomie, des sociétés rurales face à l'Europe, à la mondialisation et aux défis écologiques du XXI^e siècle. L'intérêt de cette approche réside autant dans les bilans statistiques de « l'adieu à la paysannerie » et l'adaptation agroindustrielle du pays (p. 234-235) que dans l'analyse des évolutions des sociétés agricoles (formation ; travail féminin, force des institutions syndicales, mutuelles et bancaires, mythes et réalités des revendications identitaires du monde paysan), à l'aune de politiques peu respectueuses des équilibres et des résistances communautaires. Jean-Pierre Jessenne montre bien les décalages entre les discours, externes ou autoproclamés sur le monde rural et des mutations qui échappent aux acteurs et aux citoyens du monde rural, entre une « ruralité post moderne » et une « renaissance ruralo-urbaine », termes bien révélateurs de la complexité des mutations observées.
- 8 Une ample conclusion pèse les bilans des 150 années d'évolution lente et des 50 années de « brutalité exceptionnelle » qui ont remodelé les campagnes françaises. Jean-Pierre Jessenne a tenté d'explorer les multiples voies suivies par « l'archipel paysan », dans la dialectique permanente de la globalité et de la diversité. Il se garde bien de trancher entre les sollicitations de l'État face aux individus, des communautés face aux concentrations d'exploitation, de la centralisation républicaine face aux « profils régionaux », des politiques productivistes ou protectionnistes face aux réflexes agrariens ou populistes. Si de nombreux aspects des évolutions des sociétés rurales restent dans l'ombre à la fin de l'ouvrage, le lecteur peut être frappé par le refus des stéréotypes, l'honnêteté intellectuelle des bilans (sur la Révolution française en particulier) et la volonté d'inscrire l'histoire des campagnes dans une démarche stimulante, à la fois scientifique et citoyenne, au moyen d'une lucidité rarement prise en défaut.